

Colombie : Où les dockers vendent leurs salaires en échange de prêts

23 avril 2014



David Bacon

Selon Jhon Jairo Castro, président du syndicat des dockers à Buenaventura, en Colombie, beaucoup de ses membres ne gagnent pas assez pour vivre. (Photo/David Bacon)

À Buenaventura, le plus grand port de Colombie, les agents d'embauche paient 200 USD pour deux semaines de travail dans le chargement et le déchargement de cargos. Mais ils ne paient pas comptant.

Le jour de paie, les dockers ou débardeurs doivent s'adresser à un usurier et emprunter de l'argent contre la promesse d'un salaire, pour une somme cependant nettement inférieure – entre 170 et 180 USD.

« *Ils sont de fait contraints de vendre le salaire que leur doit l'agent d'embauche* », s'indigne Jhon Jairo Castro, président du syndicat des dockers (Union Portuaria), à Buenaventura.

Castro a été interviewé à San Francisco, où il a fait appel au soutien de l'*International Longshore and Warehouse Union*.

Pour obtenir ce salaire, ils doivent travailler un nombre d'heures nettement supérieur à la durée de travail maximale de 48 heures par semaine fixée par le gouvernement. Certains travaillent huit heures, puis s'arrêtent durant les huit heures suivantes pour reprendre ensuite durant encore huit heures. D'autres font ce qu'on appelle l'« *équipe du diable* » – ils restent sur les docks durant 24 et parfois 36 heures mais ne sont rémunérés que pour huit heures.

« *Tout le monde est engagé à la journée et rémunéré par heure de travail effectuée, sans garantie d'être repris le jour suivant* », affirme Castro.

En 1994, l'autorité portuaire colombienne a été privatisée et remplacée par la société portuaire régionale privée de Buenaventura.

Une autre entreprise privée, TECSA S.A., gère les opérations portuaires en sous-traitance. TECSA a, à son tour, recours à un « intermédiaire » qui fait appel aux services d'une agence d'emploi intérimaire.

Cette agence engage de son côté un agent d'embauche qui n'a pas de bureau et recrute les dockers dans la rue.

Cet agent n'a pas les ressources financières nécessaires pour payer un salaire aux ouvriers, lesquels doivent donc attendre plusieurs semaines avant d'être payés ou vendre le salaire promis.

« Les gens ne gagnent pas assez pour subvenir à leurs besoins », affirme Castro. « On a ainsi des travailleurs qui doivent mendier dans la rue, qui dorment sur les trottoirs. Même au bout de vingt années de service, ils n'ont pas de sécurité sociale et de pension. »

Les quelque 370.000 habitants de la ville portuaire de Buenaventura sont majoritairement afro-colombiens – descendants d'esclaves africains acheminés vers l'Amérique latine durant des siècles par les colons espagnols.

Plus de 80% de la population vit dans la pauvreté et un tiers est sans emploi – quatre fois la moyenne nationale.

Deux tiers des habitations de Buenaventura ne sont pas raccordées aux égouts et près de la moitié n'ont pas accès à l'eau potable. L'espérance de vie est de 51 ans alors qu'elle est de 62 ans au niveau national.

« La pauvreté est cause de désintégration familiale », indique Castro. « Nos enfants sont recrutés par les réseaux de prostitution et de malfaiteurs et les groupes armés illégaux. »

L'échec de la Colombie

Les conditions auxquels sont soumis les dockers de Buenaventura et les représailles sévères prises contre eux lorsqu'ils tentent de former des syndicats sont le reflet cruel de l'échec du [Plan d'action national pour l'emploi](#) (PAE) de la Colombie.

Négocié il y a trois ans dans le cadre de l'accord de libre-échange avec les États-Unis, il a été condamné comme totalement inefficace dans [un rapport récent](#) des fédérations syndicales du pays préparé avec le concours de la centrale syndicale des États-Unis, AFL-CIO.

Tarcisio Rivera, président de la centrale syndicale *Central Unitaria de Trabajadores de Colombia*, qualifie l'accord commercial et le plan d'action pour l'emploi d'« inutiles et nuisibles et pour l'économie colombienne et pour les droits des travailleurs ».

Le rapport soutenu par diverses organisations syndicales internationales, dont IndustriALL Global Union – Amériques, cite le recours généralisé à la sous-traitance et à l'embauche illégales.

« Le gouvernement national est responsable de ce système », affirme Castro, « parce qu'il a privatisé les ports et s'est abstenu de mettre en œuvre la moindre réglementation ou norme du travail en matière d'emploi. »

La première année de l'accord a vu les exportations colombiennes se contracter de 15%, alors que les importations depuis les États-Unis ont crû dans une proportion quasi-égale.

« Le gouvernement a promis qu'avec le traité de libre-échange notre revenu augmenterait », ajoute Castro, « mais c'est notre misère qui a augmenté. Les entreprises se sont endettées auprès des banques et ont été contraintes à la faillite. Les salaires ont diminué et il en résulte un malaise social profond. »

Les partisans du traité promettaient que le Plan d'action pour l'emploi contiendrait les attaques contre les syndicats qui tenteraient de résister contre les répercussions. Or c'est tout le contraire qui est arrivé. « *En 2013, 26 syndicalistes ont été assassinés, soit quatre de plus qu'en 2012* », d'après une enquête du groupe de réflexion colombien Escuela Nacional Sindical (ENS), citée par l'AFL-CIO.

« Les tentatives de meurtre ont, elles aussi, augmenté, de sept à 13. Depuis la signature du PAE, 31 tentatives de meurtre ont été enregistrées, outre six disparitions forcées et près de 1000 menaces de mort. »

Environ 86,8% des meurtres et 99,9% des menaces contre des syndicalistes sont restés impunis, ce qui porte le taux d'impunité global lié à des violations de droits humains ciblées contre les syndicalistes à 96,7%.

Pour les dockers de Buenaventura, ces chiffres sont bien plus que des statistiques.

Castro accuse les entreprises portuaires de recourir aux licenciements en masse quand les travailleurs tentent de s'organiser. « *Pour être embauchés, ils demandent aux travailleurs de signer des lettres de démission du syndicat* », dénonce-t-il. « *Plusieurs de nos membres ont été assassinés, mais les autorités « enquêtent » et viennent ensuite affirmer que cela n'a rien à voir avec leur activité syndicale.* »

Il en résulte un climat de peur. « *Le simple fait de parler du syndicat est une invitation au licenciement. C'est ce que nous appelons du terrorisme anti-ouvriers. Le droit d'exercer une activité syndicale n'est absolument pas garanti.* »

Dès lors, seule une minorité des quelque 6000 travailleurs du port appartiennent au syndicat.

« *Nous survivons grâce à la solidarité, celle de nos propres membres et d'autres organisations* », déclare Castro à *Equal Times*.

« *Nous avons le droit de négocier avec les employeurs sur le papier mais pouvoir exercer ce droit est une autre affaire. En 2012, nous avons eu une grève chez TECSA et avons engagé des négociations. L'entreprise a intenté une procédure contre notre syndicat et demandé que tous nos adhérents soient licenciés et le syndicat dissout.* »

« *Le gouvernement les soutient à l'aide de la police et de lois qui violent nos droits, comme le décret qui prévoit l'incarcération de toute personne qui bloquerait la rue durant des manifestations.* »

Racisme

D'autres travailleurs et syndicats en Colombie partagent ces problèmes. Mais dans le cas de Buenaventura, le syndicat affirme qu'il est ciblé en raison de la discrimination à l'égard des Afro-colombiens.

Selon lui, les employeurs font venir de la main-d'œuvre de l'intérieur et leur offrent de meilleurs postes qu'aux résidents de Buenaventura. « *Les conditions et salaires dans la communauté afro-colombienne sont parmi les plus faibles et les plus inéquitables* », selon Castro.

Sur une population de 44 millions d'habitants, 49,2% vit en-dessous du seuil de la pauvreté. Or la pauvreté n'est pas répartie uniformément.

Le système national de santé, fragilisé par les coupes budgétaires mises en œuvre par le gouvernement pour financer sa guerre contre-insurrectionnelle, couvre 40% des Colombiens de peau blanche. Seulement 10% des noirs colombiens ont accès aux services de santé. Et à peine 3% des travailleurs afro-colombiens bénéficient de prestations de sécurité sociale.

L'inégalité institutionnalisée est exacerbée par les déplacements internes. Entre 1940 et 1990, la population urbaine colombienne a crû de 31% à 77%, à mesure que les populations ont fui la pauvreté rurale et des décennies de guerre civile.

Toutefois, en 2009, le Tribunal constitutionnel de Colombie a statué que les droits des Afro-colombiens déplacés étaient « *gravement et continuellement bafoués* » et a cité Buenaventura comme un symbole d'inégalité.

Dans son rapport de 2014 intitulé *The Crisis in Buenaventura*, Human Rights Watch relève qu'« *au cours des trois dernières années, Buenaventura a dépassé toutes les autres municipalités colombiennes en termes du nombre de personnes nouvellement déplacées.* »

Elle recense 22.028 personnes déplacées en 2011, 15.191 en 2012 et 13.468 entre janvier et octobre 2013.

D'après Castro, 60.000 personnes ont été déplacées de force au cours de la dernière décennie. « *À présent, les nouveaux projets d'expansion du port affecteront entre cinq et dix milles personnes supplémentaires. Vu que près de 99% des personnes déplacées sont d'origine afro-colombienne, la privatisation et le déplacement interne ont un élément raciste.* »

Human Rights Watch condamne la violence comme un facteur de déplacement. À son apogée, l'organisation paramilitaire de droite *Autodefensas Unidas* (AUC) a tué plus de 1000 citoyens de Buenaventura, et ce rien qu'entre 2000 et 2001, selon la partie plaignante.

Après la « démobilisation » de l'AUC en décembre 2004, d'autres groupes paramilitaires de droite ont vu le jour et ont intégré dans leurs rangs les anciens membres de l'AUC.

Chaque année, des personnes « disparaissent » – 24 en 2006, 63 en 2008, 43 en 2010 et 38 en 2013, d'après le rapport. Les corps sont souvent démembrés, retrouvés sur des plages désertes après avoir été dépecés dans des « boucheries improvisées ».

Les paramilitaires requièrent des permis pour tenir des assemblées, imposer des couvre-feux et interdire l'accès de visiteurs aux zones qu'ils contrôlent.

Suite à la privatisation de l'eau il y a quelques années, la distribution s'est vue réduite à 2 ou 3 heures par jour et les tarifs ont augmenté. Quand les résidents ont refusé de payer en guise de protestation, des représentants de la compagnie se sont présentés à leurs domiciles flanqués d'hommes armés de mitraillettes.

« À Bajamar », selon HRW, « *durant les trois premiers jours de novembre, des échanges de tirs ont eu lieu à raison de trois ou quatre fois par jour et ont parfois duré jusqu'à deux heures. Le troisième jour, les Urabeños ont sorti un homme d'une maison et l'ont exécuté devant des membres de la communauté.* »

Néanmoins, malgré la répression et la violence extrême, le syndicat des dockers à Buenaventura continue d'exister. Il participe activement à la résistance ouvrière contre les politiques néolibérales de la Colombie.

« *Nous admirons les personnes qui sont capables de tenir tête aux pressions des entreprises et de l'association portuaire* », dit Castro. Le syndicat a organisé deux grèves l'année dernière et a réussi à décrocher des accords, même si plusieurs travailleurs ont été battus et 30 licenciés.

« *Aujourd'hui, nous voyons plus d'unité au sein de notre communauté, comme le mouvement de grève qui a récemment eu lieu dans les zones rurales du pays et a conduit à une grève des dockers et des étudiants. Les mobilisations de cette nature nous permettront de mettre fin aux politiques qui nous nuisent et de changer la société colombienne.* »

David Bacon

»» <http://www.equaltimes.org/fr/in-depth/colombia-where-dockers-sell-thei...>